

-----  
**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2018/0382**

Raoul GNANSOUNOU  
(Me Liliane S. G.  
AMOUSSOU)

C/

- SOCIETE  
GENERALE DE  
DISTRIBUTION  
(SOGEDIS)  
SARL  
(Me Macaire ADOSSOU)  
- Le Greffier en  
Chef du  
Tribunal de  
Commerce de  
Cotonou

**OBJET : Opposition  
à injonction de  
payer**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET  
DU CONTENTIEUX**

**PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Éric ASSSOGBA**

**MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU**

**GREFFIER : Hervé ADOUKONOU**

**DEBATS : Le 31 Octobre 2018**

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier  
ressort, prononcé le 31 Octobre 2018.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEUR :**

**Raoul GNANSOUNOU**, commerçant, de nationalité béninoise,  
demeurant et domicilié à Akpakpa Cotonou, assisté de Maître  
Liliane S. G. AMOUSSOU, Avocat à la cour ;

**D'UNE PART**

**DEFENDEURS :**

**SOCIETE GENERALE DE DISTRIBUTION (SOGEDIS) SARL**,  
dont le siège social est sis au lot B5 TANKPE, Abomey-Calavi, prise  
en la personne de son gérant, SEYDOU Saroufou, de nationalité  
béninoise, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège, assistée  
de Maître Macaire ADOSSOU, Avocat à la cour ;

**Le Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Cotonou**,  
demeurant et domicilié ès qualité au Greffe du Tribunal de  
Commerce de Cotonou situé à côté de la BCEAO au « Carrefour  
des Trois Banques ».

**D'AUTRE PART**

## **LE TRIBUNAL**

Pour obtenir recouvrement de la somme de six millions neuf cent trois mille (6.903.000) francs CFA, la Société Générale de Distribution (SOGEDIS) SARL a obtenu du Président du tribunal de commerce de Cotonou, l'ordonnance n° 061/2018 rendue le 08 mai 2018 portant injonction à GNANSOUNOU Raoul de lui payer ladite somme ;

L'ordonnance a été signifiée à GNANSOUNOU Raoul par exploit en date du 09 mai 2018 ;

Par la suite, la SOGEDIS a obtenu l'apposition de la formule exécutoire sur ladite ordonnance, par acte n° 015/GTCC/2018 du greffier en chef du tribunal de céans, en date du 31 mai 2018 ;

Se fondant sur ce titre, la SOGEDIS a fait commandement de payer à GNANSOUNOU Raoul, avec signification de grosse, par exploit du 06 juin 2018 ;

GNANSOUNOU Raoul a formé opposition à l'ordonnance d'injonction de payer, par exploit en date du 09 juillet 2018 ;

Il demande au tribunal de constater qu'il doit la somme de six millions neuf cent trois mille (6.903.000) francs CFA à la SOGEDIS et de lui accorder un délai de grâce d'un an ;

Par suite de l'échec de la conciliation, l'affaire a été mise en jugement, la SOGEDIS ayant réclamé paiement ;

### **SUR L'OPPOSITION**

Attendu qu'aux termes de l'article 10 de l'Acte Uniforme relatif aux voies d'exécution, *« l'opposition doit être formée dans les quinze jours qui suivent la signification de la décision portant injonction de payer. Le délai est augmenté, éventuellement, des délais de distance. Toutefois, si le débiteur n'a pas reçu personnellement la signification de la décision portant injonction de payer, l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration du délai de quinze jours suivant le premier acte signifié à personne ou, à défaut, suivant la*

*première mesure d'exécution ayant pour effet de rendre indisponible en tout ou en partie les biens du débiteur » ;*

Attendu qu'il résulte des pièces du dossier que l'ordonnance d'injonction de payer n° 061/2018 rendue le 08 mai 2018 a été signifiée à GNANSOUNOU Raoul le 09 mai 2018, mais ne l'a touché en personne ;

Qu'ayant obtenu plus tard, l'apposition de la formule exécutoire, la SOGEDIS lui a signifié en personne ledit titre, par exploit du 06 juin 2018, avec commandement de payer ;

Que nonobstant la signification à sa personne le 06 juin 2018, GNANSOUNOU Raoul n'a formé opposition à l'ordonnance d'injonction de payer que le 09 juillet 2018 ;

Qu'à l'analyse, et en application de l'article 10 susvisé, il apparaît que ladite opposition a été formée plus de quinze (15) jours après le premier acte d'exécution signifié à la personne du débiteur ;

Qu'il en résulte que l'opposition est formée hors délai et doit être déclarée irrecevable ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Déclare irrecevable l'opposition formée par GNANSOUNOU Raoul à l'ordonnance d'injonction de payer n° 061/2018 rendue le 08 mai 2018 par le Président du tribunal de commerce de Cotonou ;

Condamne GNANSOUNOU Raoul aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**